

POUR UNE POLITIQUE SÉCURITAIRE AU SERVICE DES CLASSES POPULAIRES

Résolution du POP Vaud

POP & GAUCHE EN MOUVEMENT

Pour une politique sécuritaire au service des classes populaires

Il peut paraître étonnant de l'extérieur qu'un parti comme le nôtre se saisisse de questions sécuritaires. Et pourtant, il est absolument crucial d'apporter aux classes populaires du canton des réponses qui défendent leurs intérêts. D'abord car le contexte est compliqué, notamment après les derniers décès de jeunes causés par l'action de la police. Mais également car l'insécurité est une question qui touche et préoccupe les classes populaires vaudoises. La sécurité et la tranquillité publiques sont des droits fondamentaux et nous refusons d'en priver les classes populaires.

Tout d'abord, quand le POP entend proposer des solutions concrètes et sérieuses, il peut se baser sur une expérience politique concluante : le mandat de notre municipal Marc Vuilleumier à la sécurité publique de la ville de Lausanne de 2006 à 2012. Que ce soit par la mise en place d'un comité d'éthique dans la police, une commission de déontologie, d'agents « catalyseurs » sur le terrain pour faire infuser de nouvelles pratiques, d'une police réellement de proximité dans les quartiers populaires, de créer des rencontres entre la police, les habitant.e.s, les associations de quartier et les commerçants ou encore par des synergies avec la question sociale pour faire de la prévention (création du centre sportif de Praz-Séchaud) : les résultats étaient là. Mais comme seul popiste, on se retrouve inéluctablement avec des bâtons dans les roues lorsque l'on demande plus de moyens, combien même la politique entreprise fonctionne. Du reste, à compter du départ de Marc Vuilleumier de son poste, les catalyseurs et la police de proximité ont été détricotés ou réduits à peau de chagrin, car « coûtant trop cher », et certains agents ont gentiment été mis au placard. Et aujourd'hui, ceux qui proposent des solutions pour régler les problèmes à la police lausannoise reviennent avec des solutions plus ou moins similaires à celles mises en place par notre municipal à l'époque.

Les récents événements et la situation actuelle nous pousse à empoigner la question. Les premières touchées par l'insécurité sont les classes populaires. Elles ne vivent pas dans des villas surveillées et surprotégées. Leurs seules protections, ce sont les services publics, notamment la police. Le nœud du mal est que cette même police dont elles ont besoin est perçue (et à raison) comme une menace directe. Elles doivent subir l'insécurité et l'action de la police. C'est pourquoi nous voulons réformer de A à Z l'institution et la mettre partout au service des classes populaires. En priorité, il s'agit de rappeler la mission de la police : protéger la population. C'est l'approche que nous souhaiterions voir prioritairement, plutôt que la répression. Regarder sans complexe les problèmes ne doit pas non plus nous conduire à donner du crédit aux caricatures de la droite et de certains médias qui dépeignent les grandes villes comme des coupe-gorges pour effrayer la population.

Nous voulons un retour des services publics partout, et surtout dans les zones où ils sont en cours de liquidation (ruralité et quartiers populaires). La police de proximité et les commissariats de quartier sont l'un des piliers de ce retour. Il faut en finir avec l'exclusivisme de la police-secours. Il faut également engager une politique de recrutement ciblée dans les villes populaires, pour casser la barrière entre l'institution et les habitants. De même, l'emploi d'agents d'accueil et de sécurité communaux ou les patrouilles mixtes police de proximité-travailleurs sociaux permettent également de recréer du lien et de la confiance.

Le système de police actuel dysfonctionne ; la politique du chiffre, en jouant au chat et à la souris avec les dealers, a prouvé son inefficacité, les polices intercommunales ont un fonctionnement trop bureaucratisé et opaque, et enfin le racisme s'est institutionnalisé par la reproduction d'une sous-culture interne. Il faut une tolérance zéro avec les fonctionnaires coupables d'actes discriminatoires et racistes (affaire des groupes WhatsApp de la police de Lausanne) : les concernés doivent être systématiquement limogés et interdits d'exercer cette profession. La dignité de la fonction et de l'État ne saurait faire de compromis avec de tels comportements. Cet acte est le prérequis nécessaire pour mettre en place des réformes dans de bonnes conditions : récépissé au contrôle, organe d'enquête et de plainte indépendant, formation plus poussée à l'entrée et formations continues, mesures d'accompagnement aux familles endeuillées par des bavures, réévaluation des pratiques dangereuses. Toutes ces mesures nécessiteront des moyens. Ce sont des investissements qui seront profitables à terme, et donc justifiés par une vision à long terme, ce que les coupures budgétaires rendent impossibles. Le désarmement doit aussi être mis à l'ordre du jour. Non pas dans l'absolu, ce qui serait illusoire : d'abord parce que des morts peuvent survenir sans tirer un coup de feu (nous avons plusieurs exemples tragiques), mais également car certaines situations l'exigent. Néanmoins, dans une optique de massification de la police de proximité, le port d'armes à feu pourra devenir minoritaire dans le quotidien du policier.

Le monolithisme actuel de la police contribue très largement à maintenir cette situation. Pas seulement dans sa composition, mais aussi et surtout dans sa structure. Il faut pousser à la création de départements spécialisés dans les différents domaines, des violences faites aux femmes jusqu'au trafic de drogue en passant par la police de proximité, afin de développer des approches différenciées selon les problématiques. La réalité est complexe, il faut donc pouvoir garantir aux agents de police une formation de base qui comprend des connaissances sociales larges, une connaissance des enjeux et de la prévention des discriminations, éléments qui seront actualisés et enrichis par de la formation continue tout au long de leur carrière et organisation qui leur permette d'y répondre de manière optimale.

La question de la drogue est celle qui défraie le plus la chronique. C'est en effet un fléau pour la société, d'autant qu'elle ruine surtout la vie de la jeunesse de la classe travailleuse. Il nous faut saisir ce défi dans sa totalité, c’est-à-dire comme un problème socio-sanitaire. Surtout en renforçant la politique des 4 piliers qui a fait ses preuves depuis les années 2000 et qui devrait faire l’objet d’une application rigoureuse et suivie de chaque pilier, avec un accent particulier mis sur la prévention. Nous n'abandonnons pas la répression, mais nous préférons l'efficacité au spectacle. Le deal de rue pose de réels problèmes, surtout dans certaines zones, mais il n'est que la partie visible et minoritaire du problème. Les racines sont plus cachées ; les mafias qui sont à la base du narcotrafic et de leurs flux financiers qui permettent au trafic de vivre et se développer, les marchandises qui transitent facilement, les clients fortunés jamais inquiétés : voilà ce qui n'a jamais intéressé les politiques au pouvoir, qui fait vivre le fléau de la drogue et qu'une police réformée devra traquer.

Enfin, comme Parti défendant la classe travailleuse, nous écoutons les syndicats qui soulignent la dégradation des conditions sécuritaires de travail dans certains secteurs. Exemplairement pour les travailleurs et travailleuses des transports publics ou des services de voirie. La sécurité sur le lieu de travail doit être garantie partout. Nous soutenons donc les syndicats dans leurs démarches visant à protéger les travailleurs dans l'exercice de leur métier.

Face à l'insécurité comme face aux dérives actuelles de l'institution policière, le POP refuse les fausses alternatives entre abandons des quartiers populaires et surenchère autoritaire. Il est important de rappeler que la police est un service public et que son but premier n'est pas de faire de la répression, mais bien de protéger la population. C'est pourquoi nous défendons une politique de sécurité populaire, démocratique et profondément sociale, qui protège réellement les classes populaires au lieu de la surveiller ou de la stigmatiser, et qui réforme aussi la police dans l'intérêt de la population comme de ses propres travailleurs, notamment en améliorant leurs conditions de travail, leur formation et leur encadrement. Parce qu'elle est un service public, la police doit pouvoir être contrôlée démocratiquement par le peuple, contrairement à la sécurité privée, qui échappe largement au contrôle citoyen.